



## Loi W XXL, mobilisation du jeudi 21 septembre 2017

Bonjour

La FSU partage les inquiétudes et préoccupations des salarié-es qui condamnent les remises en cause de leurs droits sociaux sous couvert de flexibilité et d'adaptabilité du marché du travail. Elle s'associe à l'indignation des salarié-es du secteur privé en lutte pour obtenir un Code du travail protecteur et des créations d'emplois de qualité.

Il s'agit d'un enjeu de société majeur particulièrement contre la précarité généralisée qu'induisent les facilités plus grandes de licencié, contre la mise en concurrence des salariés entre eux, contre la diminution de leurs droits en matière de santé et de sécurité au travail, et contre la mise en cause des droits syndicaux. Du fait de sa représentativité dans l'Éducation, la FSU est particulièrement attentive et s'inquiète de l'avenir qui se dessine pour la jeunesse.

Les annonces et décisions du gouvernement sont guidées par l'austérité et mettent à mal les solidarités. Elles s'attaquent brutalement aux droits sociaux : nouvelle réduction des dépenses publiques, suppressions de contrats aidés, baisse des APL, etc.

Le gouvernement poursuit ainsi et aggrave une politique libérale lourde de conséquences pour les salarié-es et les retraité-es :

- Pour les fonctionnaires et les retraité-es, le coup de rabot et la stigmatisation comme seule politique !
- Pour les agents de la Fonction publique, une période particulièrement brutale ! Gel du point d'indice alors que l'inflation repart, prévision de 120 000 suppressions d'emplois dont 70 000 dans la seule Fonction Publique Territoriale, rétablissement de la journée de carence, augmentation de la CSG sans garantie d'amélioration du pouvoir d'achat et menace d'une possible remise en cause du calendrier des mesures PPCR -une trahison des engagements de l'État- !
- Pour 10 millions de retraité-es, c'est une amputation sèche du pouvoir d'achat qui est programmée avec la hausse de la CSG sans aucune compensation.

La politique que le gouvernement s'apprête à mener va à l'encontre d'une nécessaire relance.

Parce que rien n'est joué, la FSU est mobilisée :

- En continuant de participer, avec les salariés du privé, aux actions contre la destruction du Code du Travail,
- En appelant à une journée d'action unitaire pour le pouvoir d'achat des retraité-es le 28 septembre,
- En construisant, avec l'ensemble des neuf fédérations de fonctionnaires une journée d'action le 10 octobre afin d'exprimer le désaccord des agents avec les mesures d'austérité, en exiger la réorientation et porter les revendications pour les personnels.

Contrairement à ce qu'affirme Mr Macron, la démocratie se fait aussi dans la rue.